

Chambre des Représentants

SESSION 1972-1973.

5 AVRIL 1973

PROJET DE LOI

modifiant le Code des impôts sur les revenus, en ce qui concerne, notamment, la taxation des plus-values, l'assiette et le calcul de l'impôt des sociétés et de l'impôt des non-résidents, ainsi que la répression de certaines formes de fraude et d'évasion fiscales.

I. - AMENDEMENTS

PRÉSENTÉS PAR LE GOUVERNEMENT.

Art. 11.

Remplacer le texte de cet article par ce qui suit:

« A l'article 44 du même Code, sont apportées les modifications suivantes:

1° l'alinéa 1^e est remplacé par la disposition suivante:

"Les dépenses ou charges professionnelles déductibles sont celles que le contribuable a faites ou supportées pendant la période imposable en vue d'acquérir ou de conserver les revenus imposables et dont il justifie la réalité et le montant au moyen de documents probants ou, quand cela n'est pas possible, par tous autres moyens de preuve admis par le droit commun, sauf le serment."

2° entre les alinéas 1^e et 2, il est inséré un alinéa rédigé comme suit:

"Les dépenses ou charges dont le montant n'est pas justifié conformément à l'alinéa précédent, peuvent être déterminées forfaitairement de commun accord entre l'adminis-

Voir:

521 (1972-1973) :

- No 1 : Projet de loi.
- No 2: Amendements.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1972-1973.

5 APRIL 1973

WETSONTWERP

tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen met betrekking tot, inzonderheid, de belastingheffing over meerwaarden, de grondslag en de berekening van de vennootschapsbelasting en de belasting der niet-verblijfhouders, zomede tot de beteugeling van sommige vormen van belastingontduiking en -ontwijkung.

I. - AMENDEMENTEN

VOORGESTELD DOOR DE REGERING.

Art. 11.

De tekst van dit artikel vervangen door wat volgt:

«In artikel 44 van hetzelde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt veruangen door de volgende bepaling:

"Aftrekbare bedrijfsuitgaven of -lasten zijn die welke de belastingplichtige tijdens het belastbare tiidperk heeft gedaan of gedragen om de belastbare inkomsten te uerijken of te behouden en waaran hi; de echtheid en het bedrag uerantwoordt doar middel van bewijsstukken of, ingeval zulks niet mogelijk is, door alle andere door het gemeen recht toegelaten beuijsmiddeleu, met uitzondering van de eed".

2° tUSS!nhet eerste en het uoede lid wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt:

"De uitgauen of lasten waaran het bedrag niet ouereenkomstig het vorige lid is uerantwoord, mogen in gemeenschappelik ouerleg door de administratie en de belasting-

Zie:

521 (1972-1973) :

- Nr 1: Wetsontwerp.
- Nr 2: Amendementen.

tratiou et le contribunble. A délasa d' tel accord, l'adnii-nist rat ion céuaïuc as dépenses ou charges de manière mi-sonnable ".

Art.IS:

Remplacer le 2^e de l'article SObis par ce qui suit:

« 2^e toutes autres dépenses ou charges dans la mesure où elles dépassent de manière manifestement déraisonnable les besoins professionnels ».

Art. 27.

Supprimer le dernier alinéa de cet article.

JUSTIFICATION.

Le texte initialement rédigé par le Gouvernement, a été remplacé par le texte proposé par le Conseil d'Etat, qui était d'avis que son texte - celui qui est repris dans le projet de loi - lui paraissait répondre plus adéquatement au but poursuivi en l'espèce (voir doc. parl. n° 521/1, p. 46).

Des échanges de vues auxquels ces textes ont donné lieu, il résulte notamment que ni l'un ni l'autre de ces textes ne sont tout à fait satisfaisants, en raison notamment du fait qu'ils pourraient donner lieu à des interprétations extensives non voulues par le législateur.

Pour pallier cet inconvénient, le Gouvernement propose un troisième texte qui, dans son esprit, fait bien ressortir qu'il s'agit exclusivement de mettre l'administration en mesure de combattre les abus manifestes qui seraient constatés en la matière.

Ce texte rend superflu l'alinéa 2 de l'article 1D8bis (nouveau) C. I. R., dont l'insertion est proposée à l'article 27 du projet de loi.

*Le Vice-Premier Ministre
et Ministre des Finances,*

W. DE CLERCQ.

II. - AMENDEMENTS

PRÉSENTÉS PAR M. DESMARETS.

Art. 5.

A la 8^e ligne, compléter comme suit le 1^o du § 1er:

« sauf lorsqu'on a l'obligation légale de les exprimer; ».

JUSTIFICATION.

Selon la jurisprudence administrative et judiciaire, les plus-values se rapportant aux matières premières, produits ou marchandises, sont taxables dès qu'elles sont exprimées, mais il n'existe aucune obligation de les exprimer.

Comme le fait très justement remarquer l'avis du Conseil d'Etat (Doc. n° 521/1, p. 45), la modification de rédaction qu'apporterait le nouveau texte proposé par le projet « pourrait accroître l'assiette de l'impôt, si dans l'avenir, le plan comptable qui serait imposé par le législateur obligeait les contribuables à exprimer dans leur comptes les plus-values latentes contenues dans les matières premières, produits et marchandises ».

Art. 7.

Supprimer cet article.

JUSTIFICATION.

Alors que le texte actuel de l'article 38 permet de faire bénéficier de l'immunité les plus-values qui se rapportent à des actions détenues dans

pliebtig» op cen uast beârag uorden bcpaald. Inil ien gcan alilsoord ioordt hereilu, taxeert de administratie die uitg,auen oj lasten op cen redelijk bedra g ».

Art. 15.

Het 2^e van artikel SObis vervangen door wat volgt :

« 2^e alle andere uitgauen of lasten voor zover zij kenkelijk op onredelijke toip:e de beroepsbeoetiën ouertreijen ».

Art. 27.

Het laatste lid van dit artikel weglaten.

VERANTWOORDING.

De tekst die de Regering oorspronkelijk had opgesteld werd vervangen op voorstel van de Raad van State, die van oordeel was dat zijn rekt het beoogde doel beret diende (zie St. van de Karner, II 521j, bl. 46).

Uit de besprekingen van de twee teksren is met name gebleken dat geen van beide geheel voldoet, onder meer omdat zij vatbaar zijn voor een ruimere interpretatie dan door de wergever wordt bedoeld.

Om dit bczwaar te ondervangen stelt de Regering een derde tekst voor, waarvan zij meent dat hij duidelijk de bedoeling weergeeft, orn de administratie aileen rnaar in de mogelijkheid te sellen kennelijke misbriken op dat stuk te bestrijden.

Ten gevolge van die tekst wordt her tweede lid van artikel 1D8bis (nieuw) W. I. B., dat bij artikel 27 van her wetsontwerp zou worden ingevoegd, overbodig.

*De Vice-Eerste Minister
en Minister van Financiën,*

W. DE CLERCQ.

JI. - AMENDEMENTEN

VOORGESTELD DOOR DE HEER DESMARETS.

Art. 5.

Op de zevende regel, het 1^o van § 1 aanvullen met wat volgt:

«Behalve toanneer men wettelijk verplicht is die uit te drukken; ».

VERANTWOORDING.

Volgens de administratieve en rechterlijke rechtspraak zijn de meerwaarden die betrekking hebben op de grondstoffen, producten of koopwaren belasbaar zodra zij uitgedrukt zijn, rnaar er is geen verplichting die uit te drukken.

Zoals in her advies van de Raad van State (Stuk nr 521/1, blz. 45) terecht staat, zou de wijziging in de redactie aangebrachte bij de nieuwe in het ontwerp voorgestelde tekst «de grondslag van de belastingen kunnen verruimen indien her boekhoudkundig plan dat door de wetgever moet worden opgelegd, de belastingplichtigen in de toekomst zou verplichten de in grondstoffen, producten of koopwaren besloten latente meerwaarden tot uitdrukking te brengen in hun rekeningen ».

Art. 7.

Dit artikel weglaten.

VERANTWOORDING.

De thans van kracht zijnde teksr van artikel 38 vrleemt vrijstelling van belasting voor de meerwaarden die betrekking hebben op aan-

toute société absorbée belge ou étrangère. Le texte du projet limite cette immunité aux seules plus-values se rapportant à des actions détenues dans des sociétés belges.

Sans doute, la rédaction actuelle de l'article 38, en tant qu'écrit étend l'immunisation aux plus-values se rapportant à des parts détenues dans des sociétés étrangères, procède-t-elle d'un "accident" survenu dans la rédaction des textes, lors du vote de la loi du 20 novembre 1962.

Il n'en reste pas moins que cette extension appliquée maintenant depuis plus de dix ans s'est révélée non seulement heureuse, mais économiquement indispensable.

Le texte de l'article 38 permet d'immuniser les plus-values résultant de l'échange de titres étrangers détenus par un contribuable belge, lorsque cet échange est le résultat d'une absorption de la société étrangère.

Il ne s'agit d'ailleurs que d'une immunisation provisoire puisque la plus-value sera taxée lors de la réalisation, par le contribuable, des titres reçus en échange.

A l'heure où les mesures de rationalisation par fusion ou autrement se multiplient à l'étranger comme en Belgique, taxer les plus-values résultant de l'échange des titres risquerait de placer les contribuables belges dans des situations très difficiles, étant donné qu'au moment de l'échange, il n'y a pas de disponibilités entrant dans leur patrimoine.

Il ne faut pas perdre de vue que l'échange de titres ici visé constitue, en fait, un mode de fusion ou d'absorption, et qu'il doit donc, au même titre que celles-ci, bénéficier de la neutralité fiscale.

Art. 15.

Supprimer le 2^e de l'article SObis.

JUSTIFICATION.

Il y a lieu de s'opposer au 2^e du nouvel article SObis pour les raisons suivantes:

1^o) l'adoption d'une telle disposition aboutirait à instituer l'administration juge, a posteriori, de l'opportunité des dépenses professionnelles;

2^o) il est impossible de définir des critères objectifs caractérisant des dépenses de «train de vie» ou de «relations mondaines» qui ne sont pas nécessaires à l'activité professionnelle ».

L'application d'une telle disposition serait la source de contestations nombreuses dont les petites et moyennes entreprises et les indépendants auraient particulièrement à pâtrir en raison de leur taille.

Art. 20.

Modifier comme suit le § 3 :

« § 3. Les plus-values réalisées sur des participations et valeurs de portefeuille ne sont pas soumises à l'impôt au taux de 15 p. c. que dans la mesure où leur montant imposable dépasse celui des moins-values antérieurement admises en raison des mêmes éléments, et actées depuis l'entrée en vigueur de la loi de réforme fiscale du 20 novembre 1962. »

JUSTIFICATION.

Si l'on peut admettre le principe de la taxation au taux normal des plus-values, dans la mesure où leur montant imposable ne dépasse pas celui des moins-values antérieurement admises en raison des mêmes éléments, il y a lieu cependant de remarquer que certaines moins-values antérieurement actées n'ont pas réduit la base imposable au taux normal, mais bien celle au taux réduit. Dans ce cas, une taxation ultérieure de la plus-value au taux plein ne se justifie pas.

En présence des difficultés pratiques évidentes auxquelles se heurtaient la détermination du taux de l'impôt, réduit ou normal, applicable à la base imposable d'où les plus-values avaient été déduites, il convient de n'appliquer la nouvelle disposition de l'article 3 qu'aux moins-values actées à partir de l'entrée en vigueur de la loi de réforme fiscale du 20 novembre 1962.

J. DESMARETS.

delen in enigelei Belgische of buitenlandse opgenomen vennootschap. De rest van her ontwerp kent die vrijstelling uitsluitend toe voor de meerwaarde in die betrekking hebbcn op aandelen in Belgische vennootschappen.

De huidige tekstr. van artikel 38 is wellicht - in zover hij de vrijstelling uitbreidt tot de meerwaarden die hierin zijn opgewezen - het gevolg van een "ongeval" in de redactie van de teksten bij de stemming van de wet van 20 november 1962.

Maar het is uitermin gebleken dat deze uitbreiding, die nu sedert meer dan tien jaar van toepassing is, niet alleen een goede zaak is geweest, maar bovendien een economisch onontbeerlijke maatregel was.

Luidens artikel 38 kunnen de rechten waarden die voortvloeien uit de ruil van buitenlandse aandelen die in her bezit zijn van een Belgische belastingplichtige, worden vrijgeseld wanneer die ruil her gevolg is van een opneming van de buitenlandse vennootschap,

Wij hebben hier trouwens maar te maken met een voorlopige vrijstelling, aangezien de meerwaarde zal worden belast op het ogenblik dat de belastingplichtige de aandelen die hij in ruil heeft ontvangen, verwezenlijkt.

Op her ogenblik dat zowel in her buitenland als in België de rationaliseringen worden door fusie of anderszins in aantal sterk toenemend, zou her belasting van de meerwaarden die voortvloeien uit de ruil van aandelen, de Belgische belastingplichtigen in een zeer moeilijke toestand kunnen brengen, omdat op het ogenblik van de ruil geen liquide middelen in hun bezit komen.

Er mag niet uit her oog worden verloren dat de ruil van aandelen waarover wij het hier hebben in feite een soort fusie of opening is en dat zij dus, zoals die fusies of opnemingen, vrijgeseld moet blijven.

Art. 15.

Het 2^e van artikel SObis weglaten,

VERANTWOORDING.

Het 2^e van her nieuwe artikel 50bis moet worden bestreden... op grond van de volgende redenen:

1^o) een dergelijke bepaling komt erop neer dat de administratie achteraf over de opportuniteit van de bedrijfsuitgaven mag oordelen;

2^o) het is niet mogelijk objectieve criteria vast te stellen in verband met de begrippen «op grotere voet leven» en «mondaine relaties die niet noodzakelijk zijn voor de beroepswerkzaamheid»;

De toepassing van een dergelijke bepaling zou aanleiding geven tot heel wat bewijstellingen, waardoor vooral de kleine en middelgrote bedrijven en de zelfstandigen, omwille van hun bescheiden omvang, benadeeld zullen worden.

Art. 20.

§ 3 wijzigen als volgt:

« § 3. Meerwaarden verwezenlijkt op deelnemingen en portefeuillewaarden worden aan de belasting tegen het tarief van 15 pet, slechts onderworpen voor zover hun belastbaar bedrag hoger is dan de vroeger op diezelfde bestanddelen aangenomen en sedert de inwerkingtreding van de wet van 20 november 1962 houdende herformering van de belastingen geboekte minderwaarden. »

VERANTWOORDING.

Hoewel het beginsel van de belasting van de meerwaarden tegen het normale tarief aangenomen kan worden in zoverre het belastbare bedrag ervan niet hoger is dan dat van de vroeger op diezelfde bestanddelen aangenomen minderwaarden, dient er nochans op gewezen te worden dat sommige vroeger geboekte minderwaarden niet de aanslagbasis regen her normale tarief, maar wel die tegen het verminderde tarief hebben verminderd. In dat geval is een latere belasting van de meerwaarde tegen her volle tarief niet verantwoord.

Wegens de klaarblijkelijke praktische moeilijkheden die in de weg zouden staan aan de vaststelling van het verminderde of normale belastingtarief, dat roepasselijk is op de aanslagbasis, waarvan de meerwaarden afgetrokken waren, mag de nieuwe bepaling van artikel 93 alleen toegepast worden op de minderwaarden die geboekt zijn vanaf de inwerkingtreding van de wet op de belastinghervering van 20 november 1962.

III. - AMENDEMENT PRF-SENTÉ
PAR M. ROLIN JAEQUEMYNS.

Art. 15.

Compléter le 1° par ce qui suit:

"soit qu'il s'agisse de subsides au profit d'associations ou groupements locaux dont les activités contribuent à l'épanouissement culturel, social ou physique des membres du personnel du contribuable."

IV. - AMENDEMENTS PRÉSENTÉS
PAR M. DEFOSET.

Art. 11.

Compléter cet article par un nouvel alinéa libellé comme suit:

"Les dépenses ou charges non justifiées conformément à l'alinéa précédent, peuvent être déterminées forfaitairement de commun accord entre l'administration et le contribuable. A défaut d'un tel accord, l'administration évalue ces charges de manière raisonnable."

JUSTIFICATION.

La rédaction proposée par le Gouvernement pour l'article 44, alinéa 1er, ne permet de recourir à la preuve par présomptions que dans des circonstances exceptionnelles, à savoir lorsque la preuve au moyen de documents probants est "impossible".

S'il convient de permettre à l'administration de combattre les abus qui pourraient être commis en matière de déduction de charges professionnelles, il convient tout autant d'éviter que, par suite d'une sévérité excessive dans la détermination des modes de preuve imposés au contribuable, on en arrive à écarter des charges qui sont réelles et finalement à taxer des revenus semi-bruts. Tel serait le cas notamment en cas de perte des documents justificatifs par de nombreux petits individus dont l'infrastructure administrative est inexistant.

Afin d'éviter des contestations entre l'administration et ces contribuables sur des points qui sont souvent mineurs et pour des catégories de dépenses pour lesquelles la preuve du montant ou du caractère professionnel de la dépense au moyen de documents probants est difficile, il convient de prévoir l'évaluation forfaitaire de certaines catégories de dépenses. Ces forfaits pourraient être établis en accord avec les organisations professionnelles conformément aux nouvelles dispositions de l'article 248 du Code. A défaut de forfaits collectifs, des forfaits individuels pourraient être conclus directement entre le contribuable et son contrôleur, celui-ci étant le mieux placé pour apprécier la réalité et l'importance des charges professionnelles non établies au moyen de documents probants.

Dans ce cas, il devrait être entendu que les forfaits individuels, une fois conclus, valent jusqu'à leur révocation, ceci afin d'éviter que ces forfaits soient remis en cause avec effet rétroactif.

Dans les autres cas, il appartiendrait à l'administration d'évaluer raisonnablement les dépenses dont la réalité et le caractère professionnel ne sont pas contestées, ceci afin d'éviter qu'en l'absence de pièces justificatives, les contribuables ne soient taxés sur leurs revenus semi-bruts. Le contribuable serait sans grief contre les évaluations faites par l'administration, sauf pour lui en démontrer le caractère arbitraire,

III. - AMENDEMENT VOORGESTELD
DOOR DE HEER ROLIN JAEQUEMYNS.

Art. 15.

Het 1^e aanvullen met wat volgt:

"ojoel het om toelagen gaat aan lokale groeperingen of verenigingen tuaarvan de activiteiten bijdragen tot de culturele, sociale op fysische ontspeling van de personeelsleden van de belastingplichtige."

R. ROLIN JAEQUEMYNS.

IV. - AMENDEMENTEN VOORGESTELD
DOOR DE HEER DEFOSET.

Art. 11.

De tekst van dit artikel aanvullen met een nieuw lid, luidend als volgt:

"De bedrijfsuitgaven of -lasten welke niet overeenkomstig bet voorgaande lid beu/zien zijn, kunnen op forfaitaire wijze vastgesteld worden in gemeen overleg tussen de administratie en de belastingplichtige. Bij ontstentenis van een dergelijk akkoord maakt de administratie een redelijke raming van deze lasten."

VERANTWOORDING.

De door de Regering voor artikel 44, eerste lid, voorgestelde tekst biedt de mogelijkheid het bewijs door vermoedens te leveren alleen in uitzonderlijke gevallen, namelijk wanneer het bewijs bij middel van bewijssrukken "onmogelijk" is.

Hoewel de administratie in staat moet worden gesteld om eventuele misbruiken inzake de aftrek van bedrijfslasten te herschrijven, dient te worden vermeden dat, ingevolge een overdreven strenge houding inzake de aan de belastingplichtige opgedane bewijsmethodes bepaalde bedrijfslasten, die reëel zijn, geweerd worden, zodat ten slotte semi-bruto inkomen belast worden. Zulks zou namelijk het geval zijn wanneer heel wat kleine zelfstandigen, die niet over de nodige administratieapparatuur beschikken, hun bewijsstukken verliezen.

Er moet in een forfaitaire raming van sommige categorieën van uitgaven worden voorzien, om verwijtingen tussen het bestuur en die belastingplichtigen te voorkomen over punten die vaak van weinig belang zijn en voor de categorieën van uitgaven waarvan het bedrag of het bedrijfskarakter moeilijk kan bewezen worden door middel van bewijskrachtige bescheiden. Die forfaitaire bedragen kunnen, overeenkomstig de nieuwe bepalingen van artikel 248 van her Wetboek, worden vastgescreld in overleg met de beroepsorganisaties. Bij gebrek aan collectieve vastgescrede forfaitaire bedragen zou over individuele forfaitaire bedragen reedsreks kunnen worden overeengekomen tussen de belastingplichtige en zijn controleur. Deze laatste is her meest aangewezen om te oordelen over de realiteit en de omvang van de niet door bewijskrachtige bescheiden bewezen bedrijfslasten.

In dat geval spreekt het vanzelf dat, wanneer over die individuele vastgestelde forfaitaire bedragen eenmaal een overeenkomst is bereikt, die overeenkomst moet gelden tot zij herroepen wordt, om te vermijden dat die forfaitaire bedragen met terugwerkende kracht worden betwist.

In de andere gevallen dient her bestuur de uitgaven, waarvan de realiteit en het bedrijfskarakter niet bewijsbaar worden, op een redelijke wijze te ramen, om te voorkomen dat de belastingplichtigen, bij gebrek aan bewijskrachtige bescheiden, belast worden op semi-bruto-inkomen. De belastingplichtige zou zich over de door de administratie verrichte ramingen niet kunnen beklagen, tenzij hij kan bewijzen dat die ramingen willekeurig zijn verricht.

Art. 76.

A la 3^e ligne, entre les mots « L'administration peut également arrêter» et les mots « des forfaits pour l'évaluation» insérer les mots: *d'accord avec les groupements professionnels intéressés*.

JUSTIFICATION.

L'exposé des motifs, page 14, n° 36, prévoit que l'article 76 du projet tend « à compléter l'article 248 du Code des impôts sur les revenus par une disposition qui permettra à l'administration et aux contribuables intéressés de négocier, à l'intervention des groupements professionnels intéressés, des forfaits en ce qui concerne les dépenses ou charges professionnelles qui, en raison de leur nature même, peuvent difficilement être justifiées dans tous les cas au moyen de documents probants». Le texte de l'article 76 ne correspond pas à cette intention. En effet, telle qu'elle est libellée, la nouvelle disposition permettrait à l'administration d'arrêter unilatéralement les forfaits relatifs à certaines charges professionnelles,

Afin d'éviter toute équivoque, il y a donc lieu de préciser expressément que ces forfaits sont arrêtés par l'administration d'accord avec les groupements professionnels intéressés, ce qui correspond exactement à la volonté que déclare exprimer le Gouvernement.

L. DEFOSET.

Art. 76.

Op de 3^e regel, tussen de woorden « kan evencens » en de woorden « de bedrijfsuitgaveu », de woorden invoegen « , in overleg met de betrokken beroepsorganisaties ».

VERANTWOORDING.

De memorie van roelingting, blz. 14, li. 36 bcpaalr dat artikel 76 van het ontwerp ertoe strekt, « artikel 248 W. 1. B. aan te vullen met een bepaling waarbij in de administratie in de belastingplichtigen in de mogelijkheid worden gescreed, door berniddeling van de betrokken beroepsorganisaties, te onderhandelen over vaste afrekken met betrekking tot bedrijfsuitgaven en -lasten, die uiteraard moeilijk in elk geval kunnen worden gestaafd door middel van bewijsstukken ». De tekst van artikel 76 strookt niet met die bedoeling. Zoals de nieuwe bepaling thans gesteld is biedt zij aan de administratie de mogelijkheid op eenzijdige wijze de forfaitaire afrekken voor sommige beropen vast te stellen.

Ten einde alle dubbelzinnigheid te verrijden moet uitdrukkelijk bepaald worden dat deze forfaitaire afrekken door de administratie in overleg met de betrokken beroepsorganisaties vastgesteld worden, wat volledig overeenstemt met de door de Regering uitgesproken wens.